

Déclaration de l'intersyndicale du Groupe L'Est Républicain :
Filpac CGT – CFTC – SNJ - SNJ-CGT - SPEP CFE-CGC - SPC CFE-CGC – FO - CFDT

Le Crédit Mutuel tient notre capital. Il est dans nos murs. Sans en informer les élus, MM. Pflimlin et Lucas envoient dans les différents titres du groupe des personnels installer des logiciels, former des salariés, modifier des organisations de travail sans la moindre intervention de directions générales serviles qui participent à leur échelle à ce processus de centralisation et d'uniformisation, voire de filialisation et d'externalisation de certaines activités.

Vous-mêmes, MM. Lignac et Colin, qui vous réfugiez derrière votre pseudo-présidence et votre pseudo-pouvoir opérationnel, participez activement à cette entreprise de tromperie des salariés du groupe. Les économies sur les frais de personnel (500 suppressions d'emploi) que l'actionnaire majoritaire, vous a demandé de réaliser n'ont, comme l'indique le rapport de notre expert, qu'un effet à court terme.

Ces directions générales dévouées qui se contentent basiquement d'appliquer les directives du banquier, ne sont mues que par l'intérêt de forcer la conclusion de PMS et PSE. Avec la complicité de l'Etat, elles veulent se débarrasser des personnels techniques et administratifs en avançant l'âge de départ anticipé en retraite à 50 ans. Par endroits, elles ouvrent des « guichets départs » pour inciter les salariés à quitter l'entreprise. Comme elles instrumentalisent la clause de cession et précarisent la profession de journaliste. Autant d'arbitrages qui concourent à dénaturer et déstructurer nos entreprises. Dans les Vosges, elle sacrifie 2 titres et une imprimerie pour le lancement hasardeux d'un « nouveau journal »,

Parallèlement, les dirigeants ont pris le parti d'empoisonner les relations sociales :

- le périmètre du groupe est à géométrie variable : le Crédit Mutuel, par le biais de sa filiale Euro Information, est en train de prendre le contrôle opérationnel de tous les journaux du groupe L'Est Républicain.

- Les réunions de pure forme se multiplient sans information sérieuse et sans place pour la négociation.

- Pendant ce coma social, le SPQR se garde bien d'exister, si bien que, pendant les Etats généraux de la presse, l'hiver social s'est étendu sur le groupe comme il règne sur la place des Etats-Unis.

C'est pourquoi, l'Intersyndicale du Groupe L'Est Républicain, demande :

- que la stratégie du groupe pour les trois années à venir soit énoncée en réunion de comité de groupe devant tous les élus et puisse être ainsi expertisée,**
- que le périmètre du groupe soit clairement énoncé**
- que les relations des titres liés aux services centraux fournis par Euro Information soient clarifiées avec ledit groupe,**
- que se tiennent dans les meilleurs délais les réunions urgentes entre la direction du groupe et les organisations syndicales concernant l'emploi (notamment la fin des PMS et PSE), les process de travail du groupe, l'information centralisée et la place des informaticiens des sociétés du groupe, le sort réservé aux titres, le respect des statuts des différentes catégories, les décisions concernant les centres d'impression, l'avenir des personnels administratifs et commerciaux, l'indépendances éditoriale de chaque titre, etc.**

En somme, il s'agit pour la direction du groupe de réaffirmer son attachement à des relations sociales saines, ou alors de confirmer que des dysfonctionnements actuels marquent son intention de rompre avec de telles relations sociales.